

# COMMUNE DE LIVAROT-PAYS D'AUGE

## ARRETE DU MAIRE DELEGATION DU MAIRE

**Le Maire de Livarot - Pays d'Auge,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-18 conférant au Maire le pouvoir de déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal,

Considérant que les adjoints sont tous titulaires d'une délégation,

Considérant que pour permettre une bonne administration de l'activité communale il est nécessaire de prévoir une délégation à Madame Juliette LECOMTE, conseillère municipale,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : En application de l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Madame Juliette LECOMTE est nommée conseillère déléguée** de la commune de Livarot – Pays d'Auge à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2026 pour les affaires relatives à l'accompagnement du Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) et aux associations sous la responsabilité de Madame Marlène FOUQUET chargée de la jeunesse, du sport et de la vie associative et uniquement en cas d'absence ou d'empêchement du Maire.

**Article 2** : La présente délégation s'exerce :

- Sous le contrôle et la responsabilité du Maire ;
- Dans le respect des lois et règlements en vigueur ;
- Sans préjudice des compétences propres au Conseil Municipal.

Le Maire peut à tout moment modifier ou retirer la présente délégation.

**Article 3** : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la mairie et copie sera adressée à Monsieur le Sous – Préfet de l'arrondissement de Lisieux, à Monsieur le trésorier municipal et à l'intéressée.

Fait à Livarot - Pays d'Auge le 31 Mars 2026

Le Maire,

Jonathan BLIN.



La notification à l'intéressée le 4/05/2026 lui  
ayant été précisée que le présent arrêté peut  
faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir  
selon le Ministère de l'Intérieur dans un délai  
de 2 mois à compter de la présente  
notification.

Accusé de réception Ministère de l'Intérieur

014-200060515-20260331-2026-0701-26-A1

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2026